

PRÉFET DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Bourges, le 10 juin 2016

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société SOUFFLET AGRICULTURE

**Commune de
LA CHAPELLE SAINT URSIN**

Objet : Demande de modification des conditions d'exploiter - Actualisation des prescriptions de l'établissement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 14 février 2014, Monsieur THIERRY, agissant en qualité de directeur général de la société SOUFFLET AGRICULTURE dont le siège social est situé Quai du Général Sarrail, sur la commune de Nogent sur Seine (10 402), a porté à la connaissance de Madame la Préfète du Cher son intention de modifier les conditions d'exploitation de son établissement situé sur la commune de la Chapelle Saint Ursin.

Ces modifications portent sur la création d'un silo vertical composé de 3 cellules de stockage de céréales supplémentaires, d'une fosse de réception vrac, d'une tour de manutention, de deux boisseaux de stockage de céréales, d'un séchoir à céréales et d'un local déchets.

Un plan de localisation du site est joint en annexe 1 du présent rapport.

1. PRESENTATION DU SITE

1.1 - Description de l'établissement

En 1996, la société CENTRE CÉRÉALES a été créée par l'association de la SCAEL (Société des Coopératives Agricoles d'Eure-et-Loir), professionnelle des céréales depuis plus d'un siècle et de la société BRIDIER déjà spécialisée dans le stockage de céréales et qui exploitait le site auparavant. Le récépissé du 6 juin 2011 a acté le changement d'exploitant au profit de la société SOUFFLET AGRICULTURE.

PJ : plans de situation et de localisation des nouvelles installations
projet d'arrêté préfectoral

Copie à DREAL Centre-Val de Loire – SEIR

Le site est constitué de 4 bâtiments :

- les bâtiments A, B et C qui sont utilisés comme silos de stockage de céréales pour des capacités respectives de 66 420, 14 600 et 20 800 m³,
- le bâtiment D utilisé pour un stockage de moins de 15 tonnes de produits dangereux pour l'environnement et de moins de 500 tonnes de semences.

Le bâtiment A est un silo plat comportant 2 cellules de stockage de 33 210 m³ séparées par une paroi en bacs acier renforcés d'une hauteur de 10 m. Les bâtiments B et C sont des silos plats où les céréales sont stockées en tas (le silo B est composé d'un nombre variable de cellules par l'utilisation de parois amovibles et le silo C est constitué de 3 halls de 4 800 m³).

Des plates-formes extérieures de stockage temporaire de 1000 tonnes de céréales sont autorisées en période de moisson, en attente de séchage et de stockage définitif.

L'installation est également équipée d'un appareil de combustion type séchoir.

L'établissement est bordé :

- au nord, par une habitation et des entreprises de la zone industrielle, puis la RD 16 ;
- à l'est, par des entreprises de la zone industrielle, dont BARTIN RECYCLING ;
- au sud, par les anciens terrains de l'entreprise BRIDIER rachetés en 2013 par la société BARTIN RECYCLING, puis des terres agricoles ;
- à l'ouest, par la voie SNCF Bourges-Montluçon, puis l'entreprise NEXTER MUNITIONS.

1.2 – Situation administrative de l'entreprise

Le fonctionnement de l'ensemble de ces installations est réglementairement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2007-1-606 du 21 juin 2007.

2. PRESENTATION DE LA DEMANDE

2.1 – Objet de la demande

La société SOUFFLET AGRICULTURE a porté à la connaissance de Madame la préfète du Cher, par courrier du 14 février 2014, son intention de modifier les conditions d'exploitation de son établissement en créant :

- 1 silo vertical composé de 3 cellules de stockage de céréales de capacité unitaire de 7 080 tonnes,
- 1 fosse de réception vrac,
- 1 tour de manutention,
- 2 boisseaux de stockage de céréales avant séchage de capacité unitaire de 200 tonnes,
- 1 séchoir à céréales,
- 1 local déchets (poussières).

L'acquisition par SOUFFLET AGRICULTURE en décembre 2013 de la propriété de plusieurs parcelles cadastrales situées en limite sud du site permet la réalisation de ce projet.

2.2 – Recevabilité et complétude du dossier déposé

Par courrier du 20 février 2014, l'inspection des installations classées a demandé de transmettre des compléments permettant d'évaluer les impacts sur l'environnement et les risques sur les tiers liés à ce stockage, et la maîtrise de leurs conséquences.

Par courrier du 22 octobre 2014, le pétitionnaire a transmis un nouveau dossier, pour lequel l'inspection des installations classées a demandé des compléments par courrier en date du 18 mars 2015.

L'inspection des installations classées a également rencontré le 9 juillet 2015 la société SOUFFLET AGRICULTURE pour expliquer ses attentes.

Par courrier du 16 décembre 2015, l'inspection des installations classées a demandé des compléments au dossier transmis par courrier en date du 4 novembre 2015.
En réponse, un dossier complété a été communiqué le 26 février 2016.

Une étude sur les risques accidentels et les impacts potentiels sur l'environnement et la santé engendrés par les modifications des conditions d'exploiter envisagées a été fournie. Il en ressort notamment qu'en cas d'incendie ou d'explosion, les zones d'effets thermiques et de surpression restent circonscrites dans le périmètre de l'établissement. Aucun effet domino n'est induit sur les installations existantes.

L'inspection des installations classées a consulté le Service d'Incendie et de Secours du Cher sur ce dossier. Ce service a confirmé la nécessité d'ajouter une réserve d'eau de 120 m³ pour la protection en cas d'incendie.

L'établissement exploité par la société SOUFFLET AGRICULTURE est situé dans la zone réglementée du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) des établissements MBDA France et Nexter Munitions, approuvé le 11 octobre 2010. L'exploitant a justifié que les installations projetées respecteront le règlement de ce PPRT.

La création d'une seconde unité de séchage d'une puissance de 4,3 MW porte la puissance thermique maximale des installations de combustion du site à 9,86 MW. Cette augmentation de puissance thermique n'a aucune incidence sur le régime de classement pour la rubrique 2910.

L'exploitant souhaite stocker des engrais en big bag (rubrique 4702) dans le bâtiment appartenant anciennement à la société BRIDIER, dans des quantités inférieures au seuil déclaratif. Des prescriptions relatives à ce stockage sont présentes à l'article 7.2.1.2 du projet d'arrêté.

La nomenclature des installations classées pour l'environnement a été modifiée suite à la parution du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 introduisant le régime à enregistrement. La rubrique 2160 relative aux silos et installations de stockage en vrac de céréales distingue désormais les silos plats des autres installations. Les critères de classement sont les suivants.

1. Silos plats :

- a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ (enregistrement)
- b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ (déclaration contrôlée)

2. Autres installations :

- a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³ (autorisation)
- b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m³, mais inférieur ou égal à 15 000 m³ (déclaration contrôlée)

Les critères caractérisant les termes silo, silo plat, tente et structure gonflable sont précisés par arrêtés ministériels.

L'activité de stockage de céréales en silo plats, classable sous la rubrique 2160-1, est actuellement classée à autorisation. Or, ce régime a été supprimé au profit de celui à enregistrement. Le stockage de 101 820 m³ de céréales en silos plats passe du statut d'autorisation à celui d'enregistrement.

Le projet de création d'un silo vertical composé de 3 cellules de 7 080 tonnes, engendre un classement du site sous la rubrique 2160-2. Compte tenu du volume total projeté, le site sera soumis à autorisation pour la rubrique 2160-2.

Le site restera classé à autorisation au titre de la rubrique 2160 (stockage de céréales). L'établissement ne sera pas soumis à autorisation avec servitude, ni dit seuil haut ou seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil que par règle de cumul.

Après examen de l'ensemble des éléments fournis, l'inspection des installations classées a jugé que les modifications envisagées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité publique ou l'environnement. En application des dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, ces modifications ne présentent pas de caractère substantiel.

3. ACTUALISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET DES PRESCRIPTIONS

Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2007.1.606 du 21 juin 2007.

En plus des modifications du site souhaitées par l'exploitant (objet du présent rapport), des évolutions réglementaires (notamment modification de la nomenclature des installations classées suite l'introduction du régime à enregistrement pour la rubrique 2160 et à l'entrée en vigueur de la directive dite Seveso III) ont modifié cette situation administrative.

Au vu de ces évolutions réglementaires, l'ensemble des prescriptions du site doivent être actualisées. Il convient d'abroger les prescriptions de l'arrêté du 21 juin 2007 et de mettre à jour la situation administrative de l'établissement (cf. article 1.2.1 du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe 3 du présent rapport).

La nouvelle situation administrative du site est résumée dans le tableau suivant.

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2160	2a	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations	Volume total de stockage	> 15 000	m³	29 654 dont 1 334 en stockage temporaire extérieur	m³
2160	1a	E	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. Silos plats	Volume total de stockage	> 15 000	m³	101 820	m³
2910	A2	DC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de	Puissance thermique nominale de l'installation	> 2 < 20	MW	9,86	MW

			l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.					
2260	2	NC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. 2. Autres installations que celles visées au 1 (traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j)	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	≤ 100	kW	31,5	kW
4110	1	NC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 200	kg	199	kg
4110	2	NC	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50	kg	49	kg
4510		NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 20	t	19,9	t
4511		NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100	t	99,9	t
4702	3	NC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. III. Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium avec de la dolomie, du calcaire et/ou du carbonate de calcium, dont la pureté est d'au moins 90 % et dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est comprise entre 24,5 % et 28 % en poids.	Quantité totale d'engrais susceptible d'être présente dans l'installation	< 500 t	t	490	t
4702	4	NC	Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du	Quantité totale d'engrais susceptible	< 1 250	t	1 240	t

			Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1. IV. Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I, II ou III (engrais simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24,5 %).	d'être présente dans l'installation				
--	--	--	--	-------------------------------------	--	--	--	--

A (autorisation) ; E (enregistrement) ; D (déclaration) ; NC (non classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

4. NUISANCES LIEES AUX NOUVELLES INSTALLATIONS

L'augmentation de la quantité stockée de céréales et l'implantation d'une deuxième unité de séchage n'engendrera pas d'évolution des impacts sur la gestion de l'eau ou des déchets.

Les impacts potentiels sur l'environnement et la santé engendrés par le projet seront limités.

4.1 – Impact sur l'air

Les rejets atmosphériques actuels du site sont liés à :

- la circulation des camions (émission de gaz d'échappement et envol de poussières) ;
- les rejets du séchoir ;
- la réception des grains au niveau des fosses de réception ;
- l'ensilage des wagons (chargement des trains).

L'impact du projet sur l'envol de poussières depuis les voies de circulation ne sera pas significatif, car la nouvelle voie utilisée est imperméabilisée, ce qui réduira l'envol des poussières.

L'implantation d'un système de dépoussiérage associé aux appareils de manutention du silo vertical réduira les émissions de poussières.

Le nouveau séchoir sera neuf, et donc équipé de sécurités permettant l'optimisation du rendement de la combustion des brûleurs. Il sera notamment équipé de dispositifs anti-poussières et d'un système de filtration de l'air usé avant recyclage.

L'impact sur la qualité de l'air de l'extension du site est jugé faible.

L'article 9.2.1 du projet d'arrêté préfectoral prévoit une mesure des rejets atmosphériques du site, dans les 6 mois suivants la mise en service des nouvelles installations.

4.2 – Impact sur le trafic routier

Le projet d'extension du site va induire une augmentation moyenne de 3 camions supplémentaires par jour (actuellement 32 camions par jour) et une augmentation de 12 trains par an. Le trafic routier interne du site représentera alors 3,5 % du trafic moyen journalier sur la route RD 16 (moins de 3,2 % actuellement).

L'impact du projet sur le trafic n'est pas significatif.

4.3 – Impact sonore

Le site SOUFFLET AGRICULTURE est situé dans une zone industrielle. Actuellement, les sources sonores sur le site sont générées par les appareils de manutention des grains, du nettoyeur-séparateur, du séchoir et du trafic interne.

Les installations projetées seront situées à proximité d'installations existantes émettrices de bruit (fosse de réception, séchoir, poste de réception camions et wagons).

La création d'une nouvelle tour de manutention, d'un système de dépoussiérage et de transporteurs à chaîne supplémentaire aura un impact sonore modéré, car ces installations seront capotées.

Le nouveau séchoir sera conçu et équipé pour assurer la réduction des émissions sonores induites par son fonctionnement. Les ventilateurs seront placés à l'intérieur du séchoir.

Par conséquent, l'impact du projet sur les niveaux acoustiques générés par le site est jugé faible.

4.4 – Impact paysager

La commune de La Chapelle Saint Ursin ne dispose pas de site classé. Néanmoins, elle présente des enjeux de co-visibilité au regard de sa localisation vis-à-vis de la cathédrale de Bourges, monument classé au Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

Le risque d'impact paysager du projet, lié à une co-visibilité avec la cathédrale de Bourges, a été étudié par le pétitionnaire. Des photos et des cartes ont été fournies.

La cathédrale de Bourges est localisée à plus de 8 km du site SOUFFLET AGRICULTURE. L'altimétrie du sol au niveau de la cathédrale (154 m) est supérieure à celle au niveau de l'implantation du projet (149 m).

Compte tenu de l'éloignement entre la cathédrale et le site, et du différentiel de l'altimétrie, le projet ne sera pas distinguable depuis la cathédrale de Bourges.

5. RISQUES LIES AUX NOUVELLES INSTALLATIONS

L'étude des dangers incluse dans le dossier indique que les principaux risques liés au projet sont :

- l'incendie d'une cellule de stockage de grains du silo vertical ou du séchoir,
- l'explosion de poussières dans une cellule de stockage du silo vertical, la tour de manutention, le local déchet ou une cellule tampon,
- l'ensevelissement lié au déversement d'une cellule du silo vertical.

Pour réduire ces risques, des mesures de réduction du risque à la source ont été prévues par l'exploitant et sont prescrites dans le projet d'arrêté : nettoyage, conditions d'ensilage, conditions d'exploitation (permis de feu, classement ATEX...) et moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, réserve incendie).

Pour améliorer la protection incendie de l'actuel séchoir d'une puissance de 5,56 MW, il est prescrit à l'article 8.1.4 l'ajout d'un déversoir à mousse à moyen foisonnement, raccordé à une colonne sèche, en partie haute du séchoir. Un délai de 6 mois, fixé au titre 10 du projet d'arrêté, est accordé à l'exploitant pour effectuer ces travaux.

Le nouveau séchoir sera équipé d'une détection incendie (assurée par des sondes de température) et d'un système d'aspersion et d'immersion pour lutter contre un départ d'incendie.

D'après les éléments figurant dans le dossier, les périmètres des effets thermiques et de surpression, dans lesquels les effets liés à ces phénomènes sont considérés comme irréversibles pour l'homme, sont contenus à l'intérieur des limites de propriétés de l'établissement. Aucun tiers ne sera atteint.

Seuls les effets de surpression de 20 mbar (bris de vitre) sortent des limites de propriété en cas d'explosion d'une cellule du silo vertical (la voie SNCF Bourges-Montluçon serait touchée). L'article 7.7.5 du projet d'arrêté prescrit des dispositions afin de permettre une information rapide, en cas de risque de conséquences à l'extérieur de l'établissement, du gestionnaire de la voie ferrée et de la SNCF.

Aucun effet domino n'est induit sur les installations existantes.

Selon les critères d'appréciation de la maîtrise des risques accidentels prévue par la réglementation nationale (circulaire du 10 mai 2010), les risques résiduels liés au projet, compte tenu des mesures de maîtrise du risque qui seront mises en place, sont jugés acceptables.

6. PROPOSITIONS DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le projet de modification des activités de la société SOUFFLET AGRICULTURE ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter. Il est toutefois nécessaire de modifier le tableau de classement des activités et d'actualiser les prescriptions applicables aux installations de l'établissement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter et ses compléments, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques, dans le cadre de l'extension de la capacité de stockage et de séchage de céréales, prévue par la société SOUFFLET AGRICULTURE sur son site d'implantation de La Chapelle Saint Ursin.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande de l'exploitant, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci-annexé au présent rapport.

Par ailleurs, il convient également de mettre à jour les prescriptions générales figurant actuellement dans l'arrêté préfectoral du 21 juin 2007 régissant les conditions d'exploitation actuelles du site.

Aussi, l'inspection des installations classées propose de :

- mettre à jour la situation administrative de l'établissement afin de prendre en compte les évolutions réglementaires et celles intervenues sur le site en terme d'activité ;
- fixer des prescriptions dans le domaine de la prévention de la pollution de l'eau, de l'air, du bruit, des déchets et des risques ;
- fixer des prescriptions relatives aux conditions de stockage des céréales, des produits phytopharmaceutiques et des engrais solides ;
- abroger les prescriptions de l'arrêté préfectoral précédent pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant.

Un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens en annexe 3 du présent rapport.

En application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet.

L'inspectrice des installations classées

Signé

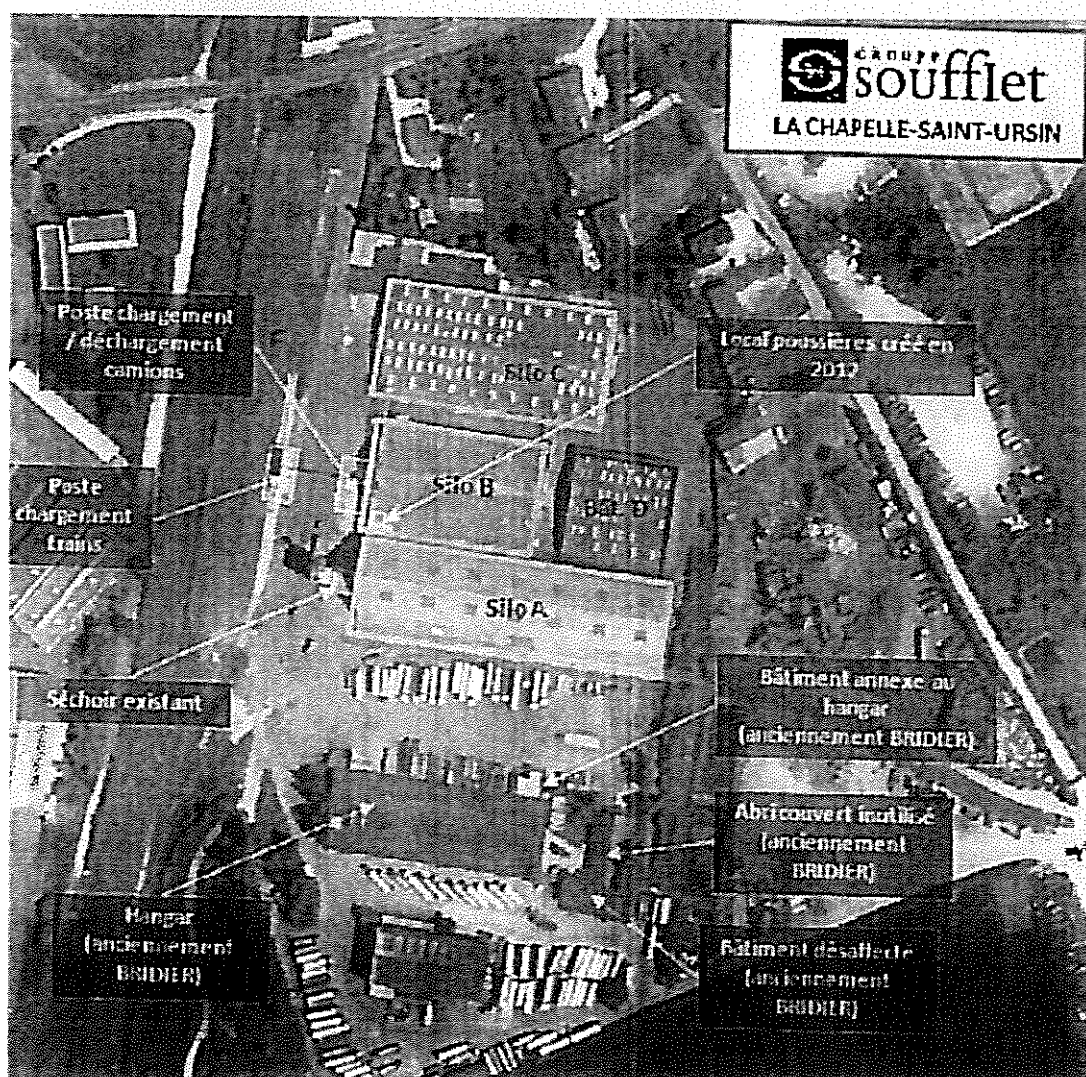
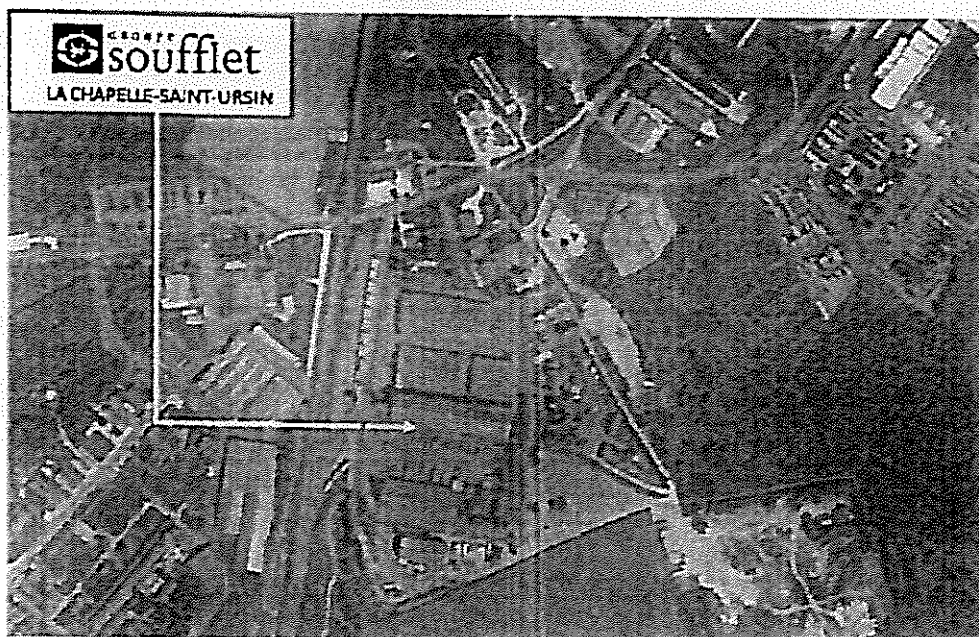
Vu et transmis avec avis conforme
à Madame la préfète du Cher

Pour le directeur

Le chef de la 1^{re} subdivision du Cher

Signé

ANNEXE 1 : Localisation du site SOUFFLET AGRICULTURE



ANNEXE 2 : Localisation des nouvelles installations

